

**AVIS DU GROUPE LA POSTE SUR LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AUX SPECIFICATIONS DES
REGLES DE COMPTABILISATION DE LA POSTE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5-2, 6° DU CODE
DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

Le projet de décision de l'ARCEP, soumis à consultation publique jusqu'au 14 janvier 2013, vise à compléter la décision de l'Autorité n° 2012 – 0207 du 14 février 2012. Cette consultation porte sur l'identification et l'allocation de coûts fiscaux de TVA et de Taxe sur les salaires générés par l'assujettissement partiel à la TVA de La Poste. Elle porte également sur les index au format des coûts de transports, dont l'actualisation a fait l'objet d'une étude de la part de La Poste.

Sur la Partie A (règles d'allocation des charges fiscales induites par l'exonération de TVA de certaines prestations de La Poste)

La Poste partage l'analyse que fait l'ARCEP de l'assujettissement partiel de La Poste et se félicite des modifications proposées pour ses restitutions comptables. L'allocation des coûts fiscaux aux activités et produits exonérés qui les génèrent correspond mieux à la réalité économique. Cette position est en ligne avec les préconisations du rapport du groupe des régulateurs européens (ERGP) sur les coûts de TVA des opérateurs postaux¹.

La Poste souhaite néanmoins rappeler que du fait de la nature mutualisée de la plus grande partie de ses charges, l'identification directe des coûts fiscaux, et par conséquent leur affectation dès comptabilisation des charges à des produits ou des activités, reste impossible. Par ailleurs, la Poste précise que ces modifications d'allocation de modifier en rien le montant des coûts de taxe sur les salaires et de TVA non récupérées dont La Poste s'acquitte chaque année. Ces charges sont indépendantes du mode d'allocation économique prévu par l'ARCEP.

Sur la Partie B (Modification des règles d'allocation des coûts de transport)

La Poste partage l'analyse de l'ARCEP sur l'évolution des index d'allocation au poids du transport. Cette évolution ne peut être que saluée puisqu'elle permettra, à la fois pour l'opérateur et le régulateur, de mieux traduire la réalité industrielle du traitement des objets postaux.

La Poste souligne que ces index, basés sur des études réalisées entre 2009 et 2011, mériteront sans doute d'être réévalués périodiquement afin de prendre en compte d'éventuelles évolutions de conteneurisation ou de processus.

¹ « The VAT exemption should also be reflected in the cost allocation methodology to make sure that the hidden VAT is allocated only to VAT exempt products and, at the same time, VAT rated products must not bear the hidden VAT » p.30 du ERGP Report on VAT as a benefit or a burden, en consultation publique jusqu'au 23/01/2013. Le même principe doit également s'appliquer à la Taxe sur les Salaires, taxe spécifique aux entreprises françaises qui sont partiellement assujetties.